



L'Afrique a besoin d'aliments, pas de tabac : ensemble, nous pouvons remplacer efficacement la culture du tabac mortel par des aliments nutritifs.

Déclaration de Léonce Dieudonne SESSOU, Secrétaire Exécutif de l'Alliance pour le Contrôle du Tabac en Afrique (ACTA)

Pour publication immédiate

Les gouvernements africains doivent s'inspirer de l'exemple du Kenya et chercher des moyens de collaborer avec la société civile et les organisations internationales afin de promouvoir de meilleures alternatives pour les cultivateurs du tabac.

Nourrissons l'Afrique, pas l'industrie du tabac.

Lomé, 30 mai 2023 - Cette année, la Journée Mondiale Sans Tabac vise à encourager les gouvernements à mettre fin aux subventions accordées à la culture du tabac et à utiliser les économies réalisées pour soutenir des programmes de substitution de cultures qui aideront les agriculteurs à se reconvertir et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce thème est choisi conformément à l'article 17 de la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui exige que les Parties collaborent entre elles et avec les organisations intergouvernementales, internationales, et régionales compétentes pour promouvoir, selon qu'il convient, des alternatives économiquement viables pour les travailleurs et les producteurs de tabac, ainsi que pour les vendeurs individuels. Le thème porte également sur l'article 18 de la convention, qui invite les Parties à tenir dûment compte de la protection de l'environnement et de la santé des personnes impliquées dans la culture du tabac.

L'OMS constate que la culture du tabac est en hausse en Afrique depuis 2005 et s'inquiète du fait que les fabricants de tabac s'implantent de plus en plus en Afrique. Cette situation est préoccupante étant donné que nous savons maintenant à quel point la culture du tabac est nuisible pour les agriculteurs, l'économie et l'environnement.

En Afrique, les compagnies de tabac accordent des prêts aux cultivateurs de tabac qui n'ont généralement pas les moyens de cultiver cette plante. L'industrie du tabac contrôle également le tri et la fixation des prix des feuilles de tabac, ce qui lui permet d'exercer un contrôle total sur les ressources disponibles pour les cultivateurs de tabac et sur le prix qu'elle offre pour les feuilles de tabac cultivées. Comme on pouvait s'y attendre, les études révèlent que la plupart des cultivateurs de tabac sous contrat subissent des pertes, ce qui perpétue leur endettement auprès de la compagnie de tabac qui leur a accordé le prêt. Cette dette les oblige à cultiver du tabac au cours de la saison agricole suivante, dans une tentative généralement infructueuse de rembourser la dette. Le cycle se répète généralement, faisant de la culture du tabac un piège à dettes et conduisant à un cercle vicieux de pauvreté.

La Journée Mondiale Sans Tabac de cette année nous donne l'occasion de discuter de solutions viables au problème. Au Kenya et en Zambie, où l'OMS, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) soutiennent l'initiative « Tobacco-Free Farms », plus de 5 000 agriculteurs sont soutenus pour cultiver des

produits alimentaires durables au lieu du tabac. Lancée dans le comté de Migori au Kenya en 2021, l'initiative s'est depuis étendue aux comtés de Meru, Busia et Bungoma au Kenya et à la province de l'Est en Zambie. Au cours des trois dernières saisons de culture, elle a aidé avec succès plus de 2 000 agriculteurs du comté de Migori à passer du tabac aux haricots à haute teneur en fer.

Selon l'OMS, jusqu'à présent, les producteurs ont vendu 135 tonnes de haricots au PAM, ce qui leur a procuré un revenu nettement supérieur à celui qu'ils tiraient de la culture du tabac. La culture des haricots présente l'avantage supplémentaire d'être riche en fer, ce qui permet de lutter contre de nombreux problèmes de santé et de développement chez les enfants et les femmes enceintes. Le projet a permis d'améliorer la santé des agriculteurs, d'augmenter la fréquentation scolaire des enfants qui travaillaient auparavant dans les champs de tabac et de produire des cultures plus favorables à l'environnement que le tabac.

Ce projet prouve que la collaboration au niveau mondial, régional et national peut contribuer efficacement à promouvoir des moyens de subsistance alternatifs économiquement viables pour les cultivateurs de tabac, comme le prévoit l'article 17 de la Convention-cadre de l'OMS sur les changements climatiques. La bonne nouvelle, c'est qu'il a été piloté et qu'il a enregistré un énorme succès en Afrique, qui est, malheureusement, en ce moment, confrontée à un grave problème de sécurité alimentaire.

Les gouvernements africains doivent s'inspirer de cet exemple et le suivre.

Nous ne pouvons pas continuer à nous engager dans une culture nocive du tabac qui ne contribue qu'à enrichir l'industrie du tabac au détriment de la stabilité économique de l'Afrique, de la santé publique et de l'environnement.

Nourrissons l'Afrique, pas l'industrie du tabac !

Contact Media: AYONG I. CALEB

Email: ayong@atca-africa.org

L'Alliance pour Contrôle du Tabac en Afrique (ACTA) est un réseau panafricain d'organisations de la société civile à but non lucratif et apolitique dont le siège est à Lomé, au Togo. Avec des membres dans 39 pays, l'ACTA se consacre à la promotion de la santé publique et l'éradication de l'épidémie du tabagisme sur le continent. L'alliance a le statut d'Observateur à la Conférence des Parties de l'OMS-CCLAT. Elle dispose d'un statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC des Nations unies et est certifiée comme organisation caritative publique par NGOsource.